

Le monde municipal québécois : transformations, défis et continuités

ARGUMENTAIRE

Le monde municipal québécois suscite un regain d'intérêt médiatique et académique lié aux transformations récentes de la scène politique locale. Longtemps vues comme de simples « créatures de l'État », les municipalités s'affirment désormais comme des « gouvernements de proximité », assumant un leadership politique dans la gestion d'enjeux complexes (Mévellec et al., 2017).

À plusieurs endroits, ce repositionnement s'est cristallisé lors des élections de 2021, notamment marquées par l'arrivée d'une « nouvelle vague » d'élues et d'élus (Dubois et Despins, 2026). Ce renouvellement de la classe politique locale s'est traduit par l'élection d'un nombre record de femmes comme mairesses ou conseillères municipales, une tendance qui s'est confirmée au scrutin de 2025 (ISQ, 2025). Il s'est aussi manifesté par le désir de plusieurs personnes élues à rompre avec l'apolitisme qui caractérise traditionnellement la scène municipale québécoise (Bherer et Breux, 2012; Mévellec et al., 2011), au profit d'une approche programmatique qui dépasse le strict cadre des « services à la propriété » (Prévost, 2024). C'est ainsi qu'un peu partout au Québec, des politiciennes et politiciens municipaux bousculent les codes établis et cherchent à changer la manière de faire la politique municipale, ce qui n'est bien évidemment pas sans soulever des débats et des critiques (Bergeron, 2025). À ce sujet, la scène locale s'est également retrouvée au cœur d'enjeux d'actualité sur le rôle et les conditions d'exercices des mandats municipaux, et ce plus particulièrement dans la foulée de la démission de « près de 741 des 8000 élus municipaux [...] entre 2021 et 2025 » (Goneau, 2025, s.p.).

De plus, le palier municipal apparaît de plus en plus comme un acteur incontournable de l'acceptabilité sociale des grands projets (Simard, 2021). On observe aussi des tensions autour de la gestion des territoires, en particulier en ce qui concerne les mesures de densification urbaine où les valeurs individuelles et collectives se confrontent (Simard 2022). Dans ce contexte, l'analyse et la compréhension des dynamiques de la politique à l'échelle municipale dépasse la relation « administration et population locale » pour faire entrer « des acteurs intermédiaires » (Marques et Durand Folco, 2026). Cela est d'autant plus important sachant que les dirigeantes et dirigeants locaux constituent désormais de véritables acteurs de relations internationales (Viltard, 2013).

Si le scrutin de 2025 a contribué à légitimer cette approche dans plusieurs villes, il importe toutefois de noter que la conception élargie et résolument politique de l'action municipale ne fait pas l'unanimité et demeure contestée. Cela peut se traduire, par exemple, par la contestation du rôle et de la légitimité des partis politiques municipaux, par l'effritement — voire une certaine rupture — du dialogue entre la population et les administrations, par

la remise en question d'actions ou politiques publiques jugées trop éloignées des responsabilités primaires des municipalités locales, et même par des discours pouvant être associés au registre populiste.

Mentionnons finalement que cette redéfinition de la scène municipale québécoise n'est potentiellement pas sans conséquences pour une foule de dimensions de l'action locale, à commencer par la cohésion sociale et le vivre-ensemble, les relations avec les premiers peuples, le vieillissement de la population, la lutte aux changements climatiques, le développement économique, etc. La question de la gouvernance multiniveaux apparaît également incontournable dans un contexte marqué par une certaine centralisation des pouvoirs – voire un certain paternalisme à l'endroit des municipalités - par le gouvernement du Québec sous la gouverne de la Coalition avenir Québec (Dubois, 2022; Mévellec et Breux, 2026). À ce chapitre, des comparaisons entre le contexte québécois et des villes étrangères apparaissent utiles et souhaitables.

Dans une perspective multidisciplinaire, ce numéro rassemblera des articles prolongeant ce renouveau de la compréhension du monde municipal québécois.

Nous proposons trois axes :

Axe 1. Transformations institutionnelles et gouvernance multiniveaux

Cet axe s'intéresse à l'évolution des modes de gouvernance locale. Il interroge la manière dont les personnes actrices et leurs postures influencent l'administration municipale, mais aussi les relations avec les autres paliers de gouvernements ainsi que les MRC et une diversité d'organisations communautaires qui oeuvrent sur leur territoire. Les relations extérieures des villes sont également concernées, que ce soit avec les parties prenantes de la société civile ou encore avec d'autres villes et organismes à l'international.

Axe 2. Parcours, sociologies et pratiques politiques

L'axe 2 explore les profils, les trajectoires et les pratiques des élus et élues municipaux dans un contexte de transformation de leur métier (Mévellec et Tremblay, 2016), mais aussi en fonction de l'évolution des attentes citoyennes. Il met également en lumière les dynamiques démocratiques et communicationnelles qui reconfigurent les rapports entre personnes élues, citoyennes et citoyens, médias et parties prenantes (Young et Pieterse, 2020). Le terme politique étant compris ici dans son « acception première » (Pâquet, 2025) (et non pas uniquement comme synonyme de « partisan »). En ce sens, il concerne l'ensemble des actions relatives à l'organisation et à l'exercice du pouvoir (au) municipal, tant au Québec qu'à l'échelle internationale, en plus de couvrir l'ensemble des phénomènes qui contribuent à l'inclusion, à la participation et à l'épanouissement des citoyennes et des citoyens. Il interroge également, dans une perspective sociologique, les conditions d'accès au pouvoir et les exclusions sociales de ces postes.

Appel à contributions : Le monde municipal québécois : transformations, défis et continuités

Axe 3. Politiques publiques et enjeux territoriaux

Le 3^e axe examine les politiques locales à travers les grands défis contemporains : transition écologique, logement, mobilité, aménagement durable, gestion de la diversité, etc. Il s'intéresse à la façon dont les acteurs et les actrices municipaux considèrent ces enjeux et envisagent leurs actions en conséquence. Il explore les tensions entre l'exercice des compétences municipales traditionnelles (services à la propriété) et la prise d'actions plus globales, souvent dans une perspective de « glocalisation ». Il aborde aussi les défis structurels de gouvernance, comme la fiscalité municipale, les inégalités territoriales et les effets des transformations numériques sur les conditions de la délibération publique. Il concerne également les défis régionaux, autant du point de vue des grandes villes (la Capitale, la Métropole) que des municipalités situées en dehors des grands centres, en laissant place à des approches comparatives avec l'international.

SOUMISSION D'UNE PROPOSITION DE CONTRIBUTION

Les membres d'un corps professoral universitaire ou du corps enseignant de niveau collégial, les chercheuses et chercheurs universitaires ou du collégial, les personnes inscrites aux cycles supérieurs ainsi que les personnes praticiennes sont invitées à soumettre une proposition de contribution à ce numéro spécial.

Les propositions de contribution doivent comprendre les informations suivantes :

- les prénom(s) et nom(s) des personnes autrices, incluant leur affiliation, leurs coordonnées et une courte biographie (max. 150 mots) ;
- le titre de la proposition ;
- un résumé d'au plus 500 mots, comprenant des liens manifestes entre la proposition et au moins l'un des axes du présent appel à communication.
- 3 à 5 mots-clés.

Il est attendu que les propositions d'article présentent des travaux originaux, s'inscrivent dans un cadre théorique ou conceptuel pertinent, soient structurées autour d'une question de recherche claire, présentent une approche méthodologique détaillée et s'appuient sur des données empiriques québécoises.

Ce numéro thématique est dirigé par les professeurs Philippe Dubois (École nationale d'administration publique) et Emmanuel Choquette (Université de Sherbrooke), ainsi que la professeure Carol-Ann Rouillard (Université de Sherbrooke). Toute demande de renseignements supplémentaires peut leur être adressée par courriel.

Les propositions de texte (résumé de 500 mots) doivent être soumises **au plus tard le 15 novembre 2026**, par courriel, à l'attention des trois responsables du numéro (voir section

Appel à contributions : Le monde municipal québécois : transformations, défis et continuités

suivante). Prière d'indiquer en objet du courriel : « Proposition – Numéro spécial Recherches sociographiques ».

CALENDRIER

9 septembre 2026 : Lancement de l'appel à contributions
15 novembre 2026 : Date limite pour la soumission d'une proposition
1^{er} décembre 2026 : Notification de l'acceptation ou du refus des propositions
1^{er} mars 2027 : Date limite pour la remise de l'article par les auteur.trice.s
Mars à juin 2027 : Évaluations externes et recommandations aux auteur.trice.s
1^{er} septembre 2027 : Date limite de remise des articles révisés par les auteur.trice.s
Hiver 2028 : Publication du numéro thématique.

RESPONSABLES DU COLLOQUE

Philippe Dubois, Ph.D.

Professeur adjoint

École nationale d'administration publique (Université du Québec)

✉ philippe.dubois@enap.ca

Emmanuel Choquette, Ph.D.

Professeur adjoint

Université de Sherbrooke

✉ emmanuel.choquette@USherbrooke.ca

Carol-Ann Rouillard, Ph.D.

Professeur adjointe

Université de Sherbrooke

✉ carol-ann.rouillard2@USherbrooke.ca

RÉFÉRENCES

BERGERON, Mickaël

2025 « Quel est le legs de la nouvelle vague? », *La Tribune*, Sherbrooke, 2 octobre.

[<https://www.lesoleil.com/chroniques/mickael-bergeron/2025/10/02/quel-est-le-legs-de-la-nouvelle-vague-MZUNPSCUOV77CGPY4J6FZBIYE/>], consulté le 15 avril 2026.

BHERER, Laurence et Sandra BREUX

2012 « L'apolitisme municipal », *Bulletin d'histoire politique*, 21(1) : 170-184.

Appel à contributions : Le monde municipal québécois : transformations, défis et continuités

DUBOIS, Philippe

2022 « Les promesses touchant le monde municipal et les infrastructures de mobilité », dans BIRCH, DUFRESNE, DUVAL et TREMBLAY-ANTOINE (dir.), *Bilan du gouvernement de la CAQ: entre nationalisme et pandémie*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 151-175.

DUBOIS, Philippe ET Alicia DESPINS

2026 « The 2021 Municipal Elections in Québec and its aftermath: a turning point? », *Canadian Political Science Review*, 19(1): 78-89.

GONEAU, Sylvie

2025 « Ce qui se cache derrière les démissions précoces des élus municipaux », *Options politiques*, [<https://policyoptions.irpp.org/fr/2025/10/demissions-elus-municipaux/>], consulté le 15 avril 2026.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ)

2025 Personnes élues aux élections municipales, Québec.
[<https://statistique.quebec.ca/vitrine/egalite/dimensions-egalite/pouvoir/personnes-elues-elections-municipales?onglet=ensemble-de-la-population>], consulté le 15 avril 2026.

MARQUES, Dan Furukawa et Jonathan DURAND Folco

2026 « Vers un écosystème des communs à Montréal ? Enjeux et défis pour démocratiser la gouvernance municipale », *Interventions économiques*, 76.
<https://doi.org/10.4000/15nad>

MÉVELLEC, Anne, Manon TREMBLAY et Dominic VILLENEUVE

2011 Portrait des élues et élus municipaux québécois: l'homme, âgé, apolitique et amateur est-il encore dominant? Communication présentée au 4e Congrès international des associations francophones de science politique, Bruxelles, Belgique, 20-22 avril.
[https://www.researchgate.net/publication/263658128_Portrait_des_elues_et_elus_municipaux_quebecois_faut-il_revoir_l'image_d'Epinal_de_l'homme_age_apolitique_et_amateur], consulté le 15 avril 2026.

MÉVELLEC, Anne, Guy CHIASSON et Yann FOURNIS

2017 « De « créatures du gouvernement » à « gouvernements de proximité »: la trajectoire sinueuse des municipalités québécoises », *Revue française d'administration publique*, 162(2) : 339-352.

MÉVELLEC, Anne et Sandra BREUX

2026 « Les promesses concernant le monde municipal et les infrastructures de la CAQ », dans MATHIEU, DINAN, DUVAL ET BIRCH (dir.), *Bilan du gouvernement de la CAQ (2022-2026): 150 promesses entre virages et revirements*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 77-89.

MÉVELLEC, Anne et Manon TREMBLAY

2016 *Genre et professionnalisation de la politique municipale: Un portrait des élues et élus du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

PÂQUET, MARTIN.

2025 « Les archives et leurs usages publics dans l'histoire des communautés », dans ROY, HOTTE, CARRIER et SAVOIE (dir.), *Bibliothèques et archives dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 147-159.

PRÉVOST, Pierre

2024 « Compétences traditionnelles des municipalités », dans BREUX et MÉVELLEC (dir.), *Dictionnaire politique de la scène municipale québécoise*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 75-80.

SIMARD, Louis

2021 « L'acceptabilité sociale : trajectoire d'une nouvelle norme d'action publique », *Politique et Sociétés*, 40(3) : 29–62. <https://doi.org/10.7202/1083023ar>

SIMARD, Martin

2022 « La controverse sur la densification au Québec : un choc des valeurs sur la forme de l'habitat et des milieux de vie », *Revue Organisations & territoires*, 31(3) : 111–127. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n3.1523>

VILTARD, Yves

2010 « Diplomatie des villes : collectivités territoriales et relations internationales », *Politique étrangère*, 593-604. <https://doi.org/10.3917/pe.103.0593>

YOUNG, Lindsay et Willem PIETERSON

2020 « Strategic Communication in a Networked World. Integrating Network and Communication Theories in the Context of Government to Citizen Communication », dans HOLTZHAUSEN et ZERFASS (dir.), *The Routledge Handbook of Strategic Communication*, Routledge, p. 93-112.